



La CPI semaine après semaine

01 décembre 2009 #12



Situation en République du Kenya

La République du Kenya a ratifié le Statut de Rome le 15 mars 2005, devenant ainsi un Etat partie. Le 6 novembre 2009, suite à une lettre du Procureur l'informant de son intention de demander l'autorisation d'ouvrir une enquête *proprio motu*, la Présidence de la Cour pénale internationale a rendu une décision assignant la situation en République du Kenya à la Chambre préliminaire II. Le 26 novembre 2009, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'enquêter sur cette situation relativement aux violences post-électorales de 2007-2008. La Chambre préliminaire II est en train de considérer la requête du Procureur.

Decision on the Election of Presiding Judge

Rendue par la Chambre préliminaire II le 25 novembre 2009

Prosecutor's statement at the press conference on Kenya

Avis public du BdP: les victimes des violences postélectorales au Kenya ont 30 jours pour adresser des représentations à la CPI à La Haye.

Vidéo de la conférence de presse

Conférence de presse du Procureur de la CPI-Remarques à l'intention des médias

Situation en République centrafricaine

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès est prévu le 26 avril 2010.

La Chambre d'appel rendra, le 2 décembre 2009, son arrêt sur l'appel du Procureur contre la décision sur la mise en liberté provisoire de Jean-Pierre Bemba Gombo

Le 2 décembre 2009, à 9h00 (heure de La Haye), la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) rendra, en audience publique, son arrêt sur l'appel interjeté par le Procureur, le 14 août 2009, contre la décision relative à la mise en liberté provisoire de Jean-Pierre Bemba Gombo, rendue le même jour par la Chambre préliminaire II.

Cette dernière avait décidé de faire droit, sous condition, à la demande de mise en liberté provisoire de Jean-Pierre Bemba Gombo. L'exécution de cette décision était toutefois reportée dans l'attente de la détermination de l'Etat sur le territoire duquel Jean-Pierre Bemba Gombo sera libéré et de la détermination des conditions qui lui seront imposées. En outre, la Chambre d'appel avait accordé, le 3 septembre 2009, à l'appel interjeté par le Procureur, un effet suspensif portant sur la mise en liberté conditionnelle de l'accusé.

Décision relative à la mise en liberté provisoire de Jean-Pierre Bemba Gombo et invitant les autorités du Royaume de Belgique, de la République portugaise, de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, de la République italienne et de la République sud-africaine à participer à des audiences

Décision relative à la requête du Procureur aux fins d'effet suspensif

Communiqué de presse du 14 août 2009 : La Chambre préliminaire II rend une décision relative à la mise en liberté sous condition de Jean-Pierre Bemba Gombo

Décisions adoptées entre le 23 et le 27 novembre 2009

Affaire Bemba

Order granting the defence request for extension of the page limit for its submissions on whether the procedures developed in the Lubanga case should be varied during the course of the trial in *The Prosecutor v. Jean-Pierre Bemba Gombo*

Rendue par la Chambre de première instance III, le 26 novembre 2009

Scheduling Order for the Judgment on the Appeal of the Prosecutor against Pre-Trial Chamber IIs "Decision on the Interim Release of Jean-Pierre Bemba Gombo and Convening Hearings with the Kingdom of Belgium, the Republic of Portugal, the Republic of France, the Federal Republic of Germany, the Italian Republic, and the Republic of South Africa"

Rendue par la Chambre d'appel le 26 novembre 2009

Redacted version of "Decision on legal assistance for the accused"

Rendue par la Chambre de première instance III, le 26 novembre 2009

Decision on the Participation of Victims in the Appeal against the "Decision on the Interim Release of Jean-Pierre Bemba Gombo and Convening Hearings with the Kingdom of Belgium, the Republic of Portugal, the Republic of France, the Federal Republic of Germany, the Italian Republic, and the Republic of South Africa" - Dissenting Opinion of Judge Sang-Hyun Song

Rendue par la Chambre d'appel, le 27 novembre 2009

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour ; tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

Décisions adoptées entre le 23 et le 27 novembre 2009

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Dispositif de la deuxième décision relative aux demandes de participation de victimes à la procédure

Rendue par la Chambre de première instance II, le 23 novembre 2009

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#).

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur [notre chaîne Youtube](#).

Assembly of States Parties concludes its eighth session (la version française n'est pas encore disponible)

On 26 November 2009, the Assembly of States Parties to the Rome Statute of the International Criminal Court ("the Assembly") adopted resolutions on several issues, including the Review Conference of the Rome Statute, the establishment of an independent oversight mechanism, the establishment of a liaison office at the African Union Headquarters, the permanent premises of the Court and the programme budget for 2010.

The Assembly decided that the Review Conference would be held in Kampala, Uganda, from 31 May to 11 June 2010, for a period of 10 working days to consider:

- a) The possible deletion of article 124 of the Statute, which allows a new State Party to opt for excluding from the Court's jurisdiction war crimes allegedly committed by its nationals or on its territory for a period of seven years;
- b) The definition of the crime of aggression, the conditions for the exercise of jurisdiction by the Court, as well as draft elements of the crime;
- c) The inclusion of the employment of certain poisonous weapons and expanding bullets in the definition of war crimes in article 8 of the Statute.

Furthermore, the Review Conference would conduct a stocktaking of international criminal justice focusing on four topics: complementarity, cooperation, the impact of the Rome Statute system on victims and affected communities, and peace and justice.

The Assembly also decided to establish a working group for the purpose of considering the remaining proposals for amendments as from its ninth session in 2010.

The Assembly further decided to establish an independent oversight mechanism, pursuant to article 112, paragraph 4, of the Rome Statute, with an initial mandate to provide an investigative capacity for the Court to address alleged misconduct of elected officials and staff. Further elements of oversight envisaged in the Statute, including inspection and evaluation, are expected to be considered by the Assembly at its ninth session.

As regards the permanent premises of the Court, the Assembly adopted a resolution wherein it took note of the decision of the Oversight Committee that the architectural design contract should be awarded to Schmidt Hammer Lassen Architects, subject to satisfactory negotiations on the terms and conditions of the contract with the selected design team.

As regards family visits for indigent detainees, the Assembly decided that the Court may on a temporary basis, partly or fully subsidize family visits for indigent detainees up to an amount to be determined by the Assembly in the context of the approval of the programme budget, pending the establishment of a voluntary system of funding family visits.

The Assembly decided to establish a liaison office at the headquarters of the African Union in Addis Ababa.

The Assembly also approved a budget of approximately 103,600,000 for 2010 and a staffing level of 768. The threshold for the Contingency Fund was set at 7 million; below that level, the Assembly would consider its replenishment.

The Assembly decided to hold a resumption of its eighth session between 22 and 25 March 2010 at United Nations Headquarters in New York for the purpose of preparing for the Review Conference, in particular on the issue of stocktaking, as well as to hold its ninth session in New York for a period of five working days as early as possible in December 2010.



Huitième session de l'Assemblée des États parties © ICC-CPI

Benjamin B. Ferencz s'adresse aux fonctionnaires de la CPI

Le 27 novembre 2009, Benjamin B. Ferencz, ancien procureur général lors du procès de 22 officiers de la SS à Nuremberg (procès des Einsatzgruppen), s'est adressé aux fonctionnaires de la Cour pénale internationale (CPI) au cours d'une réunion informelle organisée au siège de la Cour par la Présidence.

Lors de l'adoption du Statut à la Conférence de Rome en 1998, Me Ferencz il a déclaré qu'« une Cour pénale internationale, maillon manquant dans l'ordre juridique mondial, est à portée de main ». Me Ferencz a ensuite participé aux sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale et supervisé les efforts déployés actuellement pour définir le crime d'agression en partageant ses connaissances en la matière. Me Ferencz continue aujourd'hui à mobiliser le soutien en faveur de la Cour pénale internationale.



Le Président Song et Me Benjamin Ferencz pendant la réunion © ICC-CPI

Durant cette réunion, Me Ferencz a fait un récit intense de son expérience personnelle comme procureur et promoteur de l'Etat de droit, et a exposé le développement historique de la justice pénale internationale, des procès de Nuremberg à l'établissement de la Cour pénale internationale.

Le président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, a accueilli « cet homme remarquable qui a apporté une contribution importante à la construction de la justice internationale et, en conséquence, à notre présence ici et aujourd'hui à la Cour pénale internationale ».

Calendrier

NOVEMBRE 2009						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
30						
DÉCEMBRE 2009						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
	01	02	03	04	05	06
07	08	09	10	11	12	13
					Vacances judiciaires	
14	15	16	17	18	19	20
Vacances judiciaires						
21	22	23	24	25	26	27
Vacances judiciaires						
28	29	30	31			
Evénements futurs :						
27 avril 2010 : Ouverture programmée du procès dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo						
31 mai – 11 juin 2010 : Première Conférence de révision du Statut de Rome						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute